

**Consultation publique de la CRE relative à la mise en œuvre de
l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de
gestion de la congestion (CMP)**

Réponse de l'AFG

Version finale 26 avril

Q1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

L'AFG est favorable à la mise en œuvre de mesures permettant d'éviter l'apparition de situations de congestions aux points d'interconnexion avec les pays tiers. Cependant, l'AFG s'associe aux remarques indiquant que dans la mesure où aucune congestion contractuelle n'est actuellement constatée sur les points d'interconnexion concernés par l'Annexe CMP, les mécanismes de restitution de capacités peuvent s'avérer inutiles.

Q2 : Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?

L'AFG est favorable à la règle de priorités proposée.

Q3 : Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?

L'AFG est favorable à ce que le mécanisme de restitution n'ait pas d'impact financier pour les acteurs concernés dans la mesure où il est rappelé dans la note technique que ce mécanisme à vocation à résoudre des situations de congestions contractuelles qui n'existent pas sur les points concernés par l'Annexe CMP.

Q4 : Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?

L'AFG est favorable à la facturation à l'expéditeur du différentiel positif entre le prix initial et le prix de revente.

Q5 : Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?

RAS

Q6 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

L'AFG est d'accord pour que le mécanisme de surréservation et de rachat ne soit pas appliqué aux points d'interconnexions avec les pays tiers.

Q7 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1^{er} octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?

L'AFG estime qu'un mauvais dimensionnement du mécanisme de surréservation et de rachat peut faire courir des risques aux expéditeurs et aux transporteurs. Ce mécanisme doit reposer sur des outils de marché.

Son dimensionnement devrait être le fruit d'une analyse précise prenant en compte la nécessaire coordination avec les transporteurs adjacents.

Q8 : Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?

Le prix de rachat peut être fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché à condition que ce différentiel soit réaliste et que les places de marché soient suffisamment liquides.

Q9 : Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat ?

Le partage des recettes répond aux enjeux de la régulation incitative et à la nécessaire prise en compte des risques financiers encourus par les gestionnaires de réseaux de transport.

Q10 : Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?

L'AFG est favorable au processus d'initiation de rachat proposé par la CRE. Il convient cependant de noter que ce mécanisme implique une bonne coordination entre les GRT concernés.

Q11 : Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?

Ce système est déjà en vigueur depuis de nombreuses années sur le marché français.

Q12 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?

Le point d'interconnexion n'étant pas congestionné contractuellement, il est préférable d'attendre la publication de l'évaluation des congestions réalisée par l'ACER pour analyser une éventuelle mise en œuvre.